

Société Royale d'Economie Politique de Belgique

Septembre 2019

La compétitivité de la
Belgique : d'où venons-
nous, où allons-nous ?

Henri Bogaert
Chantal Kegels



plan.be

D'où venons-nous ?

- Diagnostic de la compétitivité au début des années 2010
- Recommandations du GECE
- Mesures du gouvernement fédéral
- Conséquence de l'action du gouvernement
- Diagnostic de la situation compétitive actuelle

Où allons-nous ?

- Diagnostic prospectif
- Fonctionnement de la loi sur la compétitivité en 2019
- Priorités pour la compétitivité

D'où venons-nous ?

La compétitivité au début des années 2010

- Evolution plus rapide des coûts salariaux unitaires belges que dans les 3 principaux pays voisins
- Evolution plus rapide des prix belges que dans les 3 principaux pays voisins
- Perte de parts de marché à l'exportation et solde courant négatif à partir de 2008
- Forte création d'emplois mais taux de chômage élevé et taux d'emploi faible

D'où venons-nous ?

Les recommandations du GECE

- Correction progressive de l'écart de coût salarial
- Adaptation du mécanisme de négociation salariale
- Réformes structurelles : innovation, capital humain et fonctionnement des marchés
- Tax shift

D'où venons-nous ?

Les mesures du gouvernement fédéral

1. Gouvernement Di Rupo et Pacte de compétitivité janvier 2014

- Réduction du coût du travail par réduction des cotisations patronales
- Augmentation du pouvoir d'achat : extension bonus à l'emploi, liaison au bien-être des allocations sociales et réduction taux de TVA électricité

D'où venons-nous ?

Les mesures du gouvernement fédéral

2. Gouvernement Michel

- Ajustement du coût salarial pour résorber le handicap : gel indexation mars 2015 - avril 2016, anticipation de réduction prévue des charges, modération salariale
- Emploi et pouvoir d'achat : Tax shift
- Révision en 2017 de la loi de 1996

D'où venons-nous ?

Les conséquences de l'action du gouvernement de 2014 à 2018

- sur le coût salarial
- sur la compétitivité salariale
- sur le pouvoir d'achat d'un salarié moyen
- sur la masse salariale brute

	2015-2016	2017-2018	2015-2018
Etablissement de la norme salariale			
Prévision coût salarial des trois partenaires	4,2	4,6	8,8
- Marge de sécurité		0,5	0,5
- Prévision d'indexation	0,3	2,9	3,2
- Correction du gouvernement	3,3		3,3
= Norme de croissance du salaire horaire brut hors index	0,6	1,1	1,7
- Salaire horaire brut hors indexation réalisé	0,9	0,8	1,7
<i>Ecart entre norme et réalisé</i>	0,3	-0,3	0,0

	2015-2016	2017-2018	2015-2018
Amélioration de la compétitivité			
Coût salarial horaire	0,0	3,1	3,1
Dont : Réduction des cotisations	-1,5	-1,0	-2,5
Salaire horaire brut	1,5	4,1	5,6
Indexation	0,6	3,3	3,9
Adaptations conventionnelles réelles	0,0	0,6	0,6
Glissement des salaires	0,9	0,1	1,0
Coût salarial horaire des trois partenaires	3,2	4,8	8,0
Gain de compétitivité	3,2	1,7	4,9
Amélioration du pouvoir d'achat moyen			
Salaire horaire brut	1,5	4,1	5,6
Prix à la consommation	2,6	4,2	6,8
Pouvoir d'achat du salaire brut horaire	-1,1	-0,1	-1,2
Dont : Impact de l'écart entre :			
Indexation et indice santé	-2,5	-0,3	-2,8
Indice santé et prix à la consommation	0,5	-0,6	-0,1
Salaire brut hors indexation	0,9	0,8	1,7
<i>p.m.</i>			
Indice santé	3,1	3,6	6,7
Amélioration du pouvoir d'achat des salariés dans son ensemble			
Pouvoir d'achat du salaire brut horaire	-1,1	-0,1	-1,2
Nombre d'heures de travail	2,4	4,0	6,4
Dont : Emploi	2,2	3,2	5,4
Durée effective du travail	0,2	0,8	1,0
Masse salariale brute à prix constants	1,3	3,9	5,2

D'où venons-nous ?

Le diagnostic de la compétitivité en 2019

Selon rapport technique du CCE :

- handicap salarial de 5,1 % en 2012 à 0,9 % fin 2018

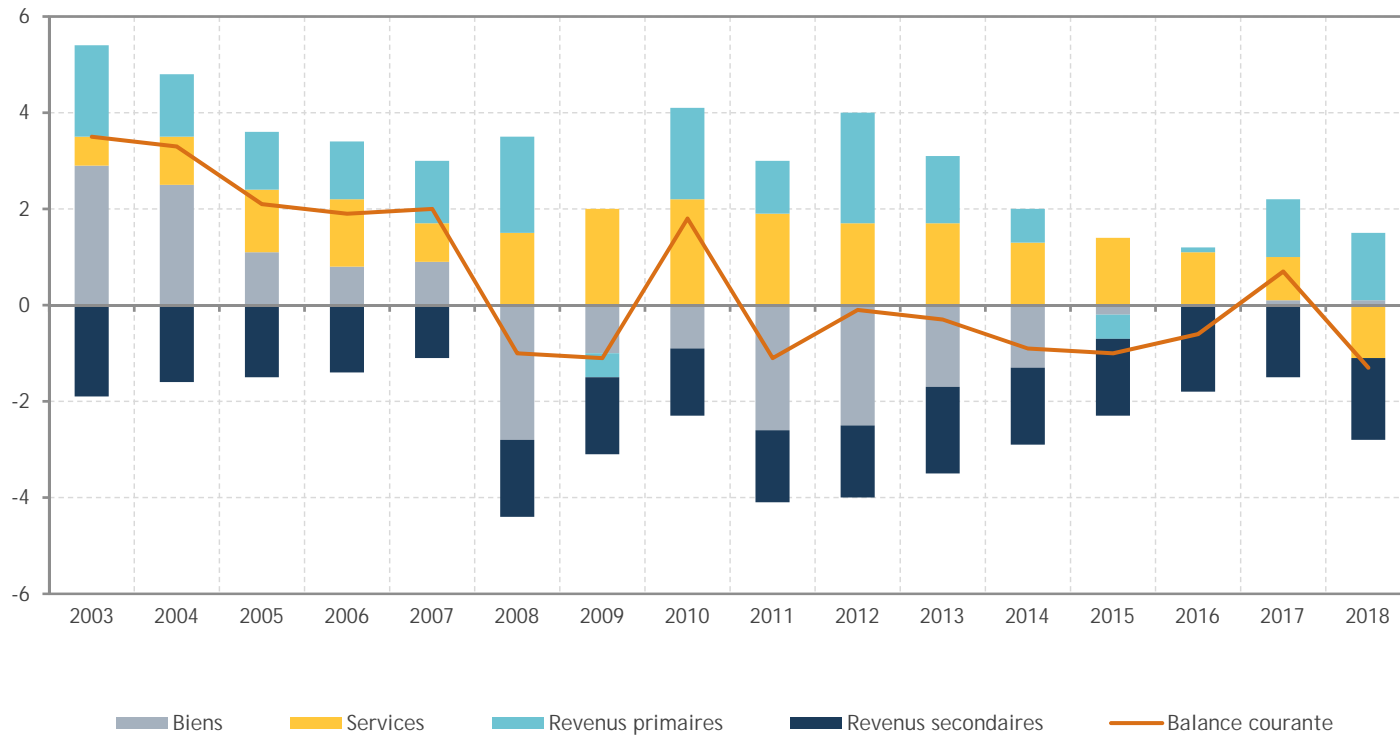
$$5,1 - 0,9 - 3,3 - 1,6 + (0,8 \times 2) = 0,9$$

- handicap de coût salarial horaire corrigé pour les diminutions de cotisations patronales et subsides salariaux depuis 1996 = avantage compétitif de 2,5% pour le secteur privé en 2017
- Conséquence sur l'équilibre extérieur et l'emploi

D'où venons-nous ?

Conséquences sur l'équilibre externe

Solde de la balance courante vis-à-vis du reste du monde

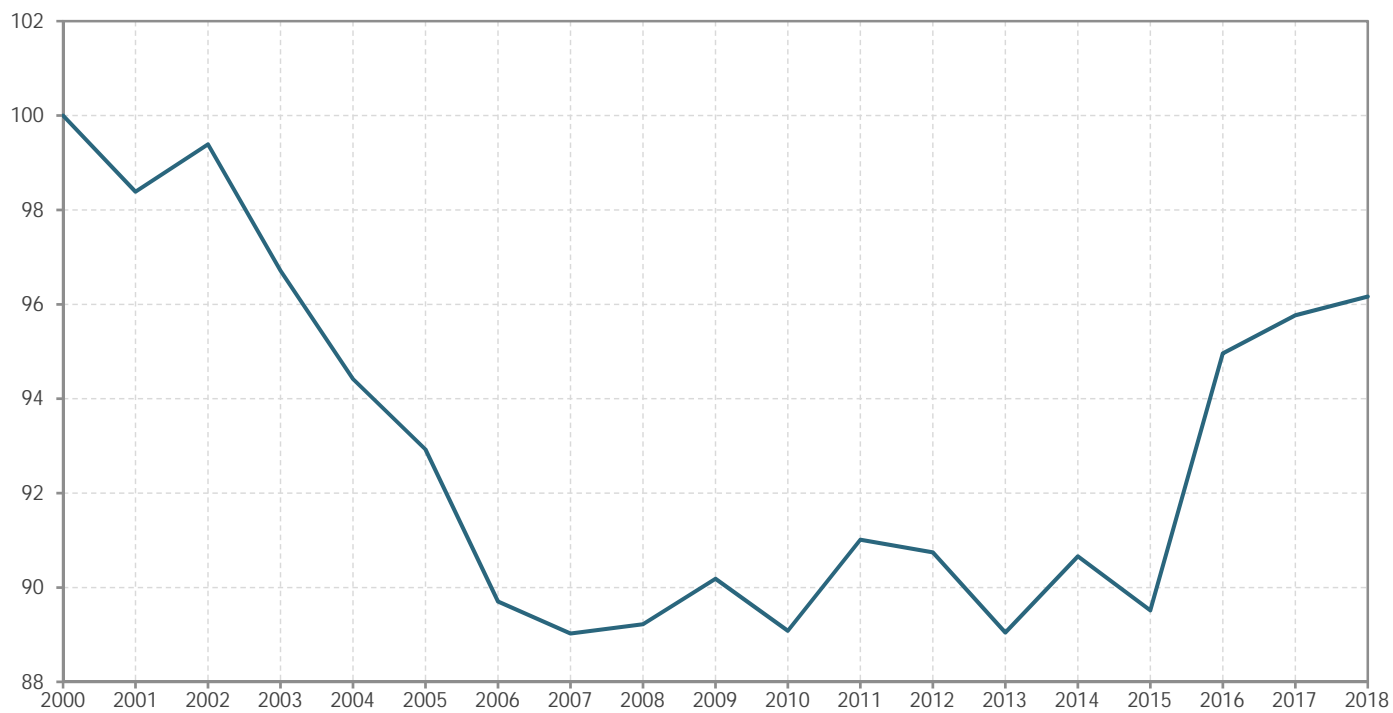


Source : Eurostat

D'où venons-nous ?

Conséquence sur l'équilibre externe

Parts de marché à l'exportation par rapport aux marchés potentiels



Source : BFP

D'où venons-nous ?

Conséquence sur l'emploi

Taux de croissance annuel moyen de l'emploi (personnes) %

	2008-2014	2014-2018	2008-2018
Belgique	2,4	4,7	7,2
Allemagne	4,4	5,1	9,8
France	0,8	2,7	3,5
Pays-Bas	-2,1	6,5	4,2
Moyenne des 3	2,4	4,4	7,0

Taux de croissance annuel moyen de l'emploi salarié
(personnes) %

	2008-2014	2014-2018	2008-2018
Belgique	1,8	4,4	6,3
Allemagne	5,2	6,1	11,7
France	-0,9	3,1	2,2
Pays-Bas	-3,8	7,6	3,5
Moyenne des 3	1,9	5,0	7,2

Source : AMECO

Où allons-nous ?

Diagnostic prospectif (2019-2024)

- Croissance lente (1,3 %) mais suffisante pour créer des emplois (205.500 emplois), pour augmenter le taux d'emploi (72,4 % en 2024) et pour baisser le taux de chômage (5,4 % en 2024)
- Croissance salaire horaire hors indexation : 0,5 % 2019, 0,6 % 2020 et 1 % chaque année suivante, supérieure à la croissance prévue de la productivité

Où allons-nous ?

Fonctionnement de la loi sur la compétitivité AIP 2019-2020

- Problème avec le CICE français
- Moyenne des 3 pays voisins 2019-2020 : 5,6 %
- Indexation prévue : 3,5 %
- Marge maximale : $2,1 - 0,5 - (0,9 - 0,5) = 1,1$ %

3 Problèmes :

- Pas de rationalité économique au mécanisme de correction
- Disparités de croissance de productivité branches et entreprises
- Influence des modifications de la comptabilité nationale

Où allons-nous ?

Quelles priorités pour la compétitivité ?

- CSU dépend du CSH mais aussi de la Productivité horaire
- Priorité à donner au redressement du taux de croissance de la productivité, en particulier de la PTF
- 3 domaines à privilégier : éducation et formation, innovation et R&D et investissement public

Où allons-nous ?

Education et formation

- Amélioration attendue du système éducatif
- Lutte contre le décrochage (8,6 % des 18-24 ans) et formation continue (8,5 % en BE contre 11,3 % ZE)
- Orientation des études et pénuries sur le marché de l'emploi
 - 17 % en Sciences naturelles, ingénieurs ou ICT
 - Revalorisation de l'enseignement technique et professionnel
- Connaissances numériques et enseignement

Où allons-nous ?

Innovation et R&D

- Coût budgétaire du soutien public à la R&D des entreprises
- Valorisation des efforts de R&D et réorientation des activités
- Amélioration du fonctionnement des marchés des services

Où allons-nous ?

Investissement public et état des infrastructures

- Faible niveau et composition défavorable aux infrastructures
- Plan d'investissements stratégiques : besoins identifiés dans 6 domaines, 150 mia (55% secteur privé) à l'horizon 2030

MERCI!
THANK YOU!

